



Les rapports d'activité 2001 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés de photographies. Depuis les années 90, le monde découvre une nouvelle richesse. Celle de la photographie artistique africaine jusque là quasiment ignorée. Un art qui existe pourtant depuis longtemps, car l'Afrique compte de talentueux portraitistes. Mais un art en évolution, car la vision des photographes est invitée, par cette reconnaissance nouvelle, à s'étendre bien au-delà du portrait.

Scène de pileuses, Sénégal, Béhan Touré.

Le mot du Directeur Général



L'exercice qui vient de s'achever, le quatrième de sa jeune histoire, a été pour la Banque celui d'une triple confirmation.

Tout d'abord, elle a poursuivi, en l'accentuant, son rythme de croissance élevé, et ainsi démontré que son développement ne correspondait pas à un phénomène conjoncturel.

Ensuite, elle a prouvé sa viabilité avec un résultat final en forte progression qui lui permet à la fois distribuer à ses actionnaires un premier dividende de

7% et de renforcer ses fonds propres.

Enfin, elle a également confirmé son potentiel de compétences avec des collaborateurs bien armés pour relever les défis de l'avenir et une technologie en marche qui vient parfaire la qualité de service à la clientèle, priorité absolue de l'Etablissement.

Des données objectives, renforcées par des variations significatives, viennent étayer ces considérations positives : +53,6% pour le total de bilan, +25,4% pour les crédits distribués, +70,9% pour les dépôts collectés, +58,3% pour le nombre de comptes et +147,8% pour le bénéfice net. Confortée par des parts de marché qui s'élargissent de deux points en ressources et de plus d'un point en emplois par rapport à l'exercice précédent, l'Institution consolide ses positions dans le système bancaire du pays.

Ces résultats ont pu être atteints grâce à la mise en œuvre d'une stratégie réfléchie, qui s'articule autour des cinq axes prioritaires retenus dans le Plan Triennal de Développement 2001-2003.

- La volonté de rester une " banque tous publics " s'est traduite par un nombre de comptes qui s'est hissé de 12 112 à 19 175 unités au cours de l'exercice sous revue.
- La poursuite de l'élargissement des marchés a permis de faire progresser en 2001 l'encours de collecte des dépôts de la clientèle de 14 840 millions de FCFA à 25 359 millions de FCFA et le volume des crédits de 15 291 millions de FCFA à 19 167 millions de FCFA, avec une part de marché respective en fin d'année de 7% et de 8% pour chacun de ces deux critères.
- La recherche de la rentabilité et de la consolidation de la structure financière à été concrétisée par un résultat après impôt de 385 millions de FCFA, contre 155 millions de FCFA pour l'exercice 2000, après une dotation au Fonds pour Risques Bancaire Généraux (F.R.B.G.) de 218 millions de FCFA.
- Le renforcement quantitatif et qualitatif +des ressource humaines, indépendamment de son impact favorable sur l'image de marque, a contribué à une forte amélioration de la performance globale, puisque le coefficient d'exploitation s'établit désormais à 61% contre 75% un an plus tôt.

- L'amélioration de la qualité du service par l'installation du troisième niveau de l'immeuble du Siège, par la création de nouvelles caisses et par l'agrandissement en cours de l'Agence de Bobo-Dioulasso.

L'optimisation du progiciel IGOR, la mise en service de la consultation des comptes à distance pour les grandes entreprises, le raccordement au réseau SWIFT en décembre 2001 et l'acquisition de trois distributeurs automatiques de billets qui entreront prochainement en fonctionnement, permettent d'améliorer l'efficacité et la rapidité de l'offre existante et de proposer les services nouveaux d'une banque moderne.

A l'issue de la première des trois années du Plan Triennal de Développement, pourtant considéré comme ambitieux lors de son lancement, les chiffres obtenus font apparaître une large avance avec l'obtention au cours de l'exercice 2001 de résultats attendus à fin 2002, et parfois même en 2003.

Cette situation particulièrement favorable crée au sein de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO une dynamique motivante qui doit se poursuivre pour consolider les acquis. Les équipes restent donc concentrées sur les objectifs d'expansion pour assurer, toujours un peu mieux, la pérennité de la Banque.

Alain LEPATRE-LAMONTAGNE

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2001

Janvier

- Lancement du Plan Triennal de Développement (PTD) 2001 - 2003.

Février

- Atteinte d'une part de marché " Emplois " de 8%, avec 20 milliards de FCFA d'encours de crédits à la clientèle.

Mars

- Lancement d'une grande campagne commerciale " Compte d'épargne " - 1 186 comptes ouverts - 468 millions de FCFA d'augmentation d'encours.

Avril

- Organisation à Ouagadougou des cinquièmes Rencontres BANK OF AFRICA 2001 pour les cadres des entités du Groupe.

Mai

- Démarrage des travaux d'agrandissement de l'Agence de Bobo-Dioulasso.

Août

- Mise en place du système permettant la consultation des comptes à distance par la clientèle abonnée.

Septembre

- Participation aux quatrièmes Rencontres BANK OF AFRICA, organisées à Cotonou, pour les administrateurs des entités du Groupe.
- Prise de participation de 6,67% dans le capital d'ACTIBOURSE, société de gestion et d'intermédiation du Groupe BANK OF AFRICA.

Décembre

- Franchissement du seuil de 25 milliards de FCFA de dépôts de clientèle et de 7% en part de marché " Ressources ".
- Adhésion au réseau mondial d'échanges par SWIFT.

Chiffres clés

Au 31/12/2001 — En millions de F CFA

Activité	
Dépôts clientèle*	25 359
Créances clientèle*	19 167

Résultat	
Produit Net Bancaire *	2 303
Charges de fonctionnement *	1 143
Résultat Brut d'Exploitation *	897
Résultat Net *	385
Coefficient d'Exploitation (%)	61,0

Structure	
Total Bilan *	34 744
Fonds Propres après répartition *	1 892
Fonds Propres/Total Bilan (%)	5,4
Effectif moyen pendant l'exercice	63

Au 31/12/2001

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 9 membres, est actuellement composé comme suit :

- M. Lassiné DIAWARA, Président
- M. Paul DERREUMAUX, Vice-Président
- M. Amadou Mamadou AW (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)
- Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO), représentée par M.B.A.M ZWINKELS
- CAURIS INVESTISSEMENT S.A., représenté par Monsieur Christian ADOVELANDE
- UNION DES ASSURANCES DU BURKINA, représentée par Madame Reynatou BADO/YAMEOGO
- BANK OF AFRICA - NIGER (BOA-NIGER), représentée par M. Boureima WANKOYE
- M. Delchan OUEDRAOGO
- M. Francis SUEUR

Répartition du capital

Au 31/12/2001, la répartition du capital s'établit comme suit :

AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	39,8%
Autres BANK OF AFRICA	13,0%
Actionnaires Burkinabé	27,2%
Cauris investissement S.A	10,0%
Société Financière Néerlandaise pour le développement (FMO)	9,6%
Autres	0,4%

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 avril 2002 pour l'exercice social 2001.

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'Administration de votre Banque vous a réuni ce jour, en Assemblée Générale Ordinaire, pour soumettre à votre approbation le Bilan et le Compte de Résultat de l'exercice 2001 de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO).

Le rapport qui vous est soumis comporte deux parties :

- un aperçu du cadre économique et financier de l'exercice 2001 ;
- une analyse des Comptes de Bilan et de Résultat de l'exercice 2001.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2001

L'économie mondiale a connu en 2001 un ralentissement marqué qui, après s'être d'abord manifesté aux Etats-Unis, a affecté également, avec une intensité variable, la plupart des autres régions du monde. Les principaux facteurs à l'origine de ce ralentissement ont d'abord été le recul de la demande en produits liés aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et les effets retardés de la hausse du prix de pétrole, puis les attentats du 11 septembre 2001 qui ont ruiné les espoirs de reprise qui commençaient à renaître. Les perspectives sont encore obscurcies par les conflits persistants, notamment au Moyen Orient, les crise financières, telles celles de l'Argentine, et par la perte de confiance des marchés financières résultant du scandale lié à la faillite de l'entreprise américaine ENRON.

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), en dépit de contexte mondial défavorable, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a pu être portée en 2001 à un niveau de +2,9% contre +0,8% en 2000. L'inflation mesurée par l'indice harmonisé des pays de l'UEMOA (IHPC) s'est établie en moyenne à 4,0% en novembre 2001, contre 1,8% pour la même période de l'année 2000. Cette évolution est imputable essentiellement à la flambée des prix des produits céréaliers et pétroliers.

Au Burkina Faso, l'année 2001 a bien été celle de la reprise. Elle était attendue après le fort ralentissement de 2000, mais elle s'est produite avec retard. La croissance du PIB, en termes réels, a atteint 5,7% pour une prévision de 6%. Elle a été tirée par l'excellente tendance relevée dans le secteur agricole qui a profité d'une bonne pluviométrie. La production de coton graine, stimulée par une hausse du prix payé aux producteurs d'environ 18%, a enregistré une augmentation de l'ordre de 45%, et se situe légèrement au-dessus d'un niveau record de 400 000 tonnes.

Le secteur primaire a connu une forte croissance de 10,1% en 2001 contre une variation négative de 3,8% constatée en 2000. La production céréalière a augmenté de 28,3% sur

l'année sous revue. Les spéculations vivrières se sont également bien comportées. Une relative abondance des productions des pâturages, de l'eau et une situation zoo-sanitaire bien maîtrisée ont contribué au développement de l'élevage.

Le secteur secondaire a, par contre, connu un ralentissement de sa croissance : +1,3% en 2001 contre +7,7% en 2000. Il en a été de même pour le secteur tertiaire qui représente environ 44% de la valeur ajoutée intérieure.

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 4,9% en raison de la pression sur les cours des produits céréaliers qui ont continué à subir les conséquences de la faible production de l'année 2000. Toutefois, l'inflation s'est nettement ralentie au quatrième trimestre 2001.

Le déficit du compte courant extérieur, dons exclus, a atteint 15,9% du PIB en 2001, soit une amélioration de près de 2 point de pourcentage de PIB par rapport à 2000. Dons inclus, le déficit courant est aussi en amélioration et se situe à 12,4%. Cette évolution résulte principalement d'une reprise des exportations et d'un fléchissement des importations. Le solde global a évolué favorablement, entraînant une accumulation d'avoirs extérieurs bruts d'environ 27 milliards de FCFA.

La masse monétaire ainsi que les crédits à l'économie ont augmenté au même rythme moyen de 4,9% en année glissante.

En ce qui concerne les finances publiques, l'année 2001 s'est caractérisée par de médiocres performances en matière de recettes fiscalssses. Avec un montant de 213,2 milliards de FCFA, celles-ci ne représentent que 12,5% du PIB, pour un objectif de 14%. Cette détérioration touche toutes les catégories de recettes fiscales, en particulier la fiscalité directe des entreprises, et notamment l'impôt sur les bénéfices. La mobilisation des recettes de taxes sur la valeur ajoutée (TVA) s'est améliorée par rapport à l'année précédente, bien que le résultat soit resté en dessous de l'objectif. Le manque à gagner sur les recettes a conduit à une contraction des dépenses de l'Etat, qui a limité le déficit budgétaire à un niveau de 4,8% du PIB soit mieux que la prévision de 5,1%.

Pour l'année 2002, qui connaîtra des élections législatives prévues en mai, il est escompté un maintien de la croissance économique au niveau de 5,7%, malgré les incertitudes relatives à la conjoncture économique internationale en général, et à celles relatives au prix du coton en particulier.

Analyse des Comptes de Bilan et de Résultat de l'exercice 2001

Le total du bilan du quatrième exercice de la Banque a atteint le montant de 34 744 millions de FCFA, avec une hausse de 12 121 millions de FCFA, soit 53,6%, par rapport à l'an 2000. Cette évolution particulièrement favorable est principalement due à l'accroissement très important des dépôts collectés.

En effet, partant de 14 840 millions de FCFA en début d'exercice, les ressources de clientèle s'affichent à 25 359 millions de FCFA fin décembre 2001, avec un gain de 10 519 millions de FCFA, correspondant à une augmentation de 70,9% sur l'année sous

revue.

Elles ont largement bénéficié des actions commerciales soutenues mises en place dans le cadre du Plan Triennal de Développement 2001-2003.

Leur part de marché est désormais voisine de 7%, alors qu'elle s'établissait à 4,7% un an plus tôt.

La progression de 6 172 unités du nombre de comptes en 2001 avait été considérée comme exceptionnelle et semblait constituer un plafond. Pourtant, les fichiers grossissent de 7 063 nouveaux clients au cours de l'exercice 2001.

Les 19 175 comptes existants en fin d'exercice correspondent à une variation de 58,3% et prouvent l'excellent accueil du public à nos offres de services. Pour leur part, les comptes à vue voient leur nombre augmenter de 45,6%.

Alors que le nombre de comptes à vue des particuliers variait de 50,2%, les ressources correspondantes ont connu une augmentation de 38%.

L'amélioration devrait se poursuivre pour ce qui concerne les équilibres financiers externes. L'augmentation de la production de coton pourrait entraîner une nouvelle hausse des exportations en 2002, plus forte que l'augmentation attendue des importations. Le déficit courant, dons exclus, devrait ressortir à 14% du PIB en 2002. Le déficit du solde global serait également réduit, entraînant un accroissement des réserves officielles dont le montant cumulé serait de l'ordre de 40 milliards de FCFA.

Mais ce sont les comptes d'épargne qui sont l'objet de la plus grande satisfaction. Grâce à une importante campagne de promotion en avril/mai 2001, les encours se sont élevés de 72,4% à fin 2001 et le nombre de comptes a progressé de 91,7%.

Les soldes moyens des comptes des organismes non commerciaux sont les plus élevés et ils constituent la cible prioritaire en matière de collecte.

Le nombre de clients de ce type progresse de 52,3% sur l'année sous revue, tandis que les dépôts à vue de la catégorie gagnent 152,5%.

Les comptes courants commerciaux représentent la base de la clientèle. Leur poids, comptes à terme inclus, représente 43% des dépôts.

Le total des comptes courants recensés dans le portefeuille, s'est enrichi de 21,3% dans l'année.

Leur encours s'est apprécié de 38,1% et le solde moyen a progressé de 12,5% sur l'année étudiée.

Globalement, les comptes à terme augmentent de 66,3% sur l'exercice 2001. Ce sont les dépôts à terme des entreprises qui tirent les chiffres vers le haut, ils enregistrent en effet

une progression record de 143,6%.

Les autres dépôts (dépôts de garantie, dépôts et comptes divers) augmentent de 48,8% à fin 2001 et leur encours progresse de 26,4% à la même date.

L'Agence de Bobo-Dioulasso a largement contribué à ces résultats. Son nombre total de comptes s'est accru de 72,8%, avec une poussée particulièrement forte des comptes d'épargne. Ces derniers ont plus que doublé, avec une variation de 105,9%. Quant aux comptes à vue, ils se sont accrus de 59,4%.

Les encours de cette Agence, après avoir enregistré un pic au troisième trimestre 2001, ont fléchi en fin d'année, suite à d'importants nivellements de comptes de représentations locales vers leur siège de Ouagadougou. Ce phénomène masque la réelle progression de l'Agence, très supérieure aux 35,8% affichés, puisque ses encours moyens se situent désormais à un niveau satisfaisant, soit environ 15% des ressources totales de la Banque.

Son rythme de développement peut également s'appréhender à l'analyse de l'évolution de son poids en nombre de comptes: l'agence bobolaise gère 24,5% du total des comptes de l'établissement au 31 décembre 2001, contre 22,4% en début d'exercice.

Les emplois des clientèle atteignent un encours de 19 167 millions de FCFA. Malgré les pointes saisonnières liées aux crédits de campagne, la croissance des engagements directs a été contrôlée. Le taux de progression de 25,4% resté modéré en regard des pourcentages d'augmentation élevés réalisés dans les ressources, témoigne de cet effort de maîtrise.

L'année 2001 a été surtout marquée par une nette amélioration du ratio " Ressources sur emplois " passé de 97 à 132%.

En effet, inférieurs aux crédits de 451 millions de FCFA au 31 décembre 2000, les dépôts ont rétabli l'équilibre. Les ressources dominent désormais les emplois de 6 192 millions de FCFA à la fin de l'exercice 2001, en harmonie avec la situation d'ensemble du système bancaire burkinabé.

La part de marché des crédits, proche de 8% pour 6,9% en décembre 2000, confirme l'élargissement régulier de la place de l'établissement dans le système bancaire national.

Le crédit de campagne de commercialisation du coton, réalisé en pool, s'établi à 5 305 millions de FCFA. Le montant substantiel mis en place en décembre 2001 fait monter conjoncturellement le pourcentage de variation de l'année 2001 à 46%.

La hausse de 48,5% des découverts est également exceptionnellement élevée dans la mesure où d'importants tirages ont été opérés au cours des derniers jours de l'année.

L'encours d'escompte, déjà haut à fin 2000, s'est encore développé en cours d'année. Toutefois, les opérations concernées n'ayant pu être reconduites, les montants ont chuté,

les échéances venues, à 1 090 millions de FCFA au quatrième trimestre 2001, en retrait de 10, 4% par rapport à fin 2000.

Le volume des prêts à court terme a baissé de 39,3% dans l'exercice à 2 182 millions de FCFA. Cette forte contraction de 1 411 millions de FCFA provient notamment de deux crédits, réalisés en 200, qui ne sont plus en portefeuille à fin 2001.

Les prêts à moyen terme ont connu un fort taux d'accroissement dans l'exercice, passant de 2 903 millions de FCFA à 4 734 millions de FCFA, en gagnant au passage 1 831 millions de FCFA, soit 63,1%.

Les produits d'exploitation atteignent 3 269,5 millions de FCFA pour l'exercice 2001, produits exceptionnels exclus. Il ont progressé dans l'année de 1 209, 1 millions de FCFA, soit 58,7%.

L'augmentation de 26,5% qui porte les produits de trésorerie à 220,2 millions FCFA provient surtout des prêts aux établissements financiers, qui ont généré 62,8 millions de FCFA d'intérêts, en hausse de 154,9% par rapport à l'année précédente, mais aussi des dépôts chez les correspondants, gonflés par le développement des ressources de clientèle, qui ont apporté 105,6 millions de FCFA en rémunération, soit + 45% de produits par rapport à l'année antérieure.

C'est dans le domaine des produits de clientèle que les progrès les plus spectaculaires ont été enregistrés : 3 049,2 millions de FCFA en 2001 contre 1 886,3 millions de FCFA l'année précédente, hors produits exceptionnels, soit une augmentation de 61,6%.

Ces revenus ont largement bénéficié des hauts encours de crédit en cours d'exercice et de l'accroissement des opérations génératrices de commissions.

Les découverts ont eu un rendement supérieur à celui escompté, grâce aux perceptions accessoires. Parallèlement, le fort volume d'escompte en cours d'année a généré des intérêts substantiels. La conjugaison de ces éléments a dopé les produits de la rubrique découverts et escomptes qui ont plus que doublé avec 118% de hausse.

Les produits sur prêts à court terme, avec un chiffre d'affaires de 445,9 millions de FCFA, ont bénéficié de forts produits pendant plusieurs mois. Avec la chute de l'encours, ils se sont contractés au quatrième trimestre 2001.

Le niveau élevé des encours, en progression constante, et l'excellente rentabilité des prêts aux particuliers ont permis d'encaisser 477,6 millions de FCFA d'intérêts sur prêts à moyen terme, en accroissement de 92,5% sur l'année précédente.

Toutes commissions confondues, ce sont 246,5 millions de FCFA qui ont été encaissés en 2001. L'augmentation de l'année ressort à 98,8 millions de FCFA, soit 66,9%. Hormis des recettes légèrement en retrait sur les lettres de crédit, tous les types de commissions ont nettement progressé.

Les produits accessoires, avec 461,5 millions de FCFA, se sont renforcés de 53,3%.

La croissance régulière du volume d'activités de la Banque - tant pour les opérations locales que pour les opérations internationales - et la forte progression de l'effectif de la clientèle expliquent cette évolution favorable.

Les produits exceptionnels se sont élevés à 318,3 millions de FCFA. Ce sont, pour 313,6 millions de FCFA, des reprises de provisions sur créances en souffrance, à rapprocher des 414,9 millions de FCFA de dotations. Il ressort ainsi pour 101,3 millions de FCFA d'augmentation des provisions dans l'exercice sous revue.

Les charges d'exploitation s'établissent globalement à 2 173,3 millions de FCFA en 2001, en augmentation de 41,1% et de 632,8 millions de FCFA dans l'exercice. Cette variation des charges est à mettre en parallèle avec le chiffre de 1 209,1 millions de FCFA d'accroissement des produits sur la même période.

Les charges bancaires, qui s'élèvent à 966,2 millions de FCFA, correspondent à une augmentation de 50,6% sur l'exercice. Elles sont constituées essentiellement de deux postes importants : les intérêts sur comptes à terme, dont la hausse de 71,3% est liée au fort accroissement d'encours, et les intérêts versés pour les prêts interbancaires, qui ont coûté 346,6 millions de FCFA, soit +22,3% dus au refinancement partiel des interventions de la Banque dans la campagne cotonnière.

Les charges salariales, en augmentation de 24,8% à 348,1 millions de FCFA, demeurent contenues. Elles enregistrent un taux d'accroissement en harmonie avec les prévisions les prévisions budgétaires établies pour l'année écoulée.

Les impôts et taxes avec 10,6 millions de FCFA enregistrent en particulier la taxe patronale d'apprentissage (TPA) sur les salaires, ainsi que les patentes des communes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

Les travaux, fournitures et services extérieurs (TSFE) atteignent 524,4 millions de FCFA en 2001, marquant une poussée de 33,4% par rapport à l'année antérieure. Le niveau d'activité, beaucoup plus élevé que prévu, a engendré en effet d'importantes dépenses supplémentaires justifiées par les produits issus des opérations ainsi réalisées.

Des économies sur les déplacements à l'étranger ont permis une baisse de 7,9% des transports et déplacements, limités à 20,2 millions FCFA.

Les frais divers de gestion sont en forte augmentation, de 57,9% à 303,8 millions de FCFA, en raison de l'accroissement des postes sensibles au développement important des opérations : les fournitures de bureau, les imprimés divers, les fournitures informatiques, les affranchissements, les frais de DHL, de télex et de téléphone. Des efforts conséquents devront être menés à compter de 2002, pour une meilleure maîtrise des charges.

Les dépenses d'investissements ressortent à 212,8 millions de FCFA. Elles ont concerné:

- des investissements informatiques pour 126,1 millions de FCFA,
- du matériel de bureau et de sécurité pour 13,2 millions de FCFA,
- du mobilier de bureau pour 21,1 millions de FCFA,
- des aménagements de locaux pour 38,3 millions de FCFA,
- du matériel de transport et divers pour 14,1 millions de FCFA.

Les immobilisations en cours s'élèvent à 244 millions de FCFA et regroupent les travaux d'agrandissement de l'Agence de Bobo-Dioulasso, non achevés, et les distributeurs automatiques de billets, qui devraient être mis en service au premier semestre 2002.

Avec des produits d'exploitation de 3 269,5 millions de FCFA, en augmentation d'une année sur l'autre de 58,7%, desquels sont déduits 966,2 millions de FCFA de charges bancaires, le Produit Net Bancaire (PNB) de l'année 2001 gagne 63% par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 2 303,2 millions de FCFA.

Les frais de fonctionnement étant soustraits pour 1 207,1 millions de FCFA, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) avant dotation aux amortissements franchit le cap du milliard, à 1 096,1 millions de FCFA.

Ce même chiffre, comparé à celui de l'année 2000, qui était de 519,9 millions de FCFA, fait apparaître un large doublement.

Après déduction des dotations aux amortissements pour 202,1 millions de FCFA, des dotations aux provisions pour créances douteuses et litigieuses pour 414,9 millions de FCFA, de diverses charges exceptionnelles pour 5,1 millions de FCFA, de la dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) pour 218,2 millions de FCFA, et après addition produit exceptionnels et des reprises d'amortissements et de provisions pour 318,3 millions de FCFA, le résultat avant impôt ressort à 574,1 millions de FCFA.

Avec l'imputation de la charge fiscale, qui s'établit à 189,5 millions de FCFA, le résultat net après impôt s'affiche en progrès de 147,8% à 384,6 millions de FCFA, contre un bénéfice de 155,2 millions de FCFA lors de l'exercice précédent. Il est à noter que ce résultat est obtenu après une première dotation significative au FRBG : cette dotation, fixée en 2001 à 1,5% des engagements directs et par signature non provisionnés, vient consolider les fonds propres de la Banque, conformément aux normes introduites dans le Groupe BANK OF AFRICA.

En tenant compte de l'effacement du report à nouveau antérieur négatif de l'exercice 2000 de 254,3 millions de FCFA, c'est un solde positif qui reste en instance d'affectation pour 130,3 millions de FCFA.

La réserve spéciale légale étant dotée de 19,6 millions de FCFA, le reliquat permet à la Banque de verser, pour la première fois de son histoire, un dividende à ses actionnaires.

Il es fixé à 7% brut, soit 87,5 millions de FCFA au total, ce qui autorise un report à nouveau de 23,2 millions de FCFA.

Ce dividende apportera à tous les actionnaires la juste rémunération des efforts consentis pendant les trois premiers exercices et une forte incitation à poursuivre un appui sans faille dans la nouvelle étape du développement de la Banque.

L'ensemble de ces résultats marque une gestion à la fois saine et rigoureuse de la Banque. Il convient donc ici de remercier, féliciter et encourager l'ensemble des salariés. Ces remerciements sont plus particulièrement destinés à souligner leur constance et leur régularité dans le travail accompli ; les félicitations signalent un bilan 2001 globalement satisfaisant et le encouragements doivent inciter l'équipe de collaborateurs à poursuivre ses efforts pour un développement continu de la BOA-BURKINA FASO.

Les résultats particulièrement encourageants de l'exercice 2001 confortent les choix stratégiques retenu dans le Plan Triennal de Développement 2001-2003.

Les mêmes orientations seront maintenues au cours de l'année 2002, qui sera celle de l'approfondissement des actions engagées, pour une meilleure efficacité et une productivité accrue, alliées à un renforcement de la professionnalisation des équipes.

L'accent sera mis prioritairement sur le développement des ressources, afin d'augmenter l'autonomie de la Banque, alléger le coût de son refinancement et accentuer l'effet de levier, dans l'objectif d'un développement de sa rentabilité.

En service fin 2002, dans la plupart des Banques du réseau, les trois nouvelles Cartes Sésame BOA, vertes, argent ou or, nationales ou régionales.

Rapport des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Rapport général des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution du mandat de Commissaires aux Comptes de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) que vous avez bien voulu nous confier, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général de vérification des comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2001.

Opinion sur les comptes

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes généralement admises.

Ces normes exigent que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives. Notre révision comprend l'examen sur la base de sondages des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenues dans les états financiers.

Notre mission comprend aussi une appréciation des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la direction de la société ainsi qu'une appréciation générale de la présentation des états financiers.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas décelé d'erreurs significatives susceptibles de mettre en cause la fiabilité des comptes et états financiers au 31 Décembre 2001.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la BOA-BURKINA FASO arrêtés au 31/12/2001, sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle, pour tous les aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à cette date.

Respect de la réglementation bancaire

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire, nous avons examiné le respect par la BOA-BURKINA FASO des dispositifs prudentiels édictés par la Banque Central des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

A l'issue de nos contrôles, nous formulons les observations suivantes :

Les ratios suivants ne respectent pas les normes requises par la BCEAO. Il s'agit :

- du ratio de structure du portefeuille.

Le ratio de structure du portefeuille est de 30,79% contre un minimum exigé de 60% ;

- du ratio de crédit des personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou fonctionnement de la Banque.

Le ratio de crédit des personnes participant à la direction de la Banque s'établit à 60,96% contre un maximum autorisé de 20%.

Tous les autres ratio prudentiels sont respectés par la Banque au 31/12/2001.

En application des dispositions de l'article 14 de la loi bancaire relative à la condition de nationalité pour les Administrateurs et dirigeants non ressortissants d'un état membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), nous avons pu vérifier que la situation de Monsieur Ben ZWINKELS, Administrateur représentant la Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO) a été régularisée par l'obtention de la dérogation individuelle prévue à cet effet.

Autre vérifications et informations spécifiques

Conformément aux dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) du 17 avril 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, les Commissaires aux Comptes vérifient la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Général, selon le cas, et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressée aux actionnaires.

Les contrôles effectués conformément aux dispositions dudit article n'appellent pas d'observations significatives de notre part.

Ouagadougou, le 26 février 2002

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Alassane Traore
Alassane Traore
Expert Comptable - Inscrit au Tableau de l'Ordre

Sofidec - SARL
Oumarou Gilbert SINARE
Expert Comptable - Inscrit au Tableau de l'Ordre

Rapport spécial des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA du

17 avril 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux Adjoints, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général Adjoint, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint de la personne morale contractante.

L'Administrateur intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise le Commissaire aux Comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 suivants dudit Actes Uniforme OHADA :

Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice sous revue

Convention d'assistance technique avec AFH-SERVICES

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX

Nature et objet de la convention : Assistance technique de AFH-SERVICES au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : Le montant global des sommes versées à AFH-SERVICES par la BOA BURKINA FASO au cours de l'exercice, au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à 127,6 millions de FCFA, pour une charge de 159,5 millions de FCFA, compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20% au titre des prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso.

Convention d'assistance technique avec AISSA-SARL

Administrateurs intéressés : M.M Christian ADOVELANDE, Paul DERREUMAUX, Francis SUEUR et Boureima WANKOYE

Nature et objet de la convention : Assistance technique de AISSA-SARL au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : Le montant global des sommes versées à AISSA-SARL par la BOA BURKINA FASO au cours de l'exercice, au titre de l'exécution de cette convention s'élève à 36,7 millions de FCFA, pour une charge de 45,9 millions de FCFA, compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20% au titre des prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso.

Convention de prêt subordonné avec FMO

Administrateur intéressé : F M O

Nature et objet de la convention : Prêt subordonné de 350 millions de FCFA, au taux de base du marché monétaire de la BCEAO majoré de 1,50% de marge de service, convertible en actions BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : Les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à 22,9 millions de FCFA.

Convention de prêt interbancaire avec Cauris Investissement S.A.

Administrateur intéressé : Cauris Investissement S.A.

Nature et objet de la convention : Prêt interbancaire de 500 millions de FCFA au taux de 6,5% mis en place le 14 septembre 2000 pour une durée de 3 mois, renouvelables sur 12 mois maximum, prorogé jusqu'au 31 décembre 2001.

Effets produits au cours de l'exercice : Les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à 32,5 millions de FCFA.

Ouagadougou, le 26 février 2002

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Alassane TRAORE
Alassane TRAORE
Expert Comptable
Inscrit au Tableau de l'Ordre

Sofidec - SARL
Oumarou Gilbert SINARE
Expert Comptable
Inscrit au Tableau de l'Ordre

Bilan

comparé des deux derniers exercices (en FCFA).

Actif

Actif	Exercice 2000	Exercice 2001
Caisse	597 968 800	1 146 933 323
Créances interbancaires	4 038 837 821	11 010 294 548
• A vue	2 729 618 731	9 769 576 753
· Banque centrale	1 013 376 472	4 262 238 467
· Trésor public, CCP	18 699 994	34 740 139
· Autres établissements de crédit	1 697 542 265	5 472 598 147
• A terme	1 309 219 090	1 240 717 795
Créances sur la clientèle	15 290 362 450	19 166 597 254
• Portefeuille d'effets commerciaux	1 216 615 235	1 090 306 848
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	1 216 615 235	1 090 306 848
• Autres concours à la clientèle	10 130 373 454	12 221 709 473
· Crédits de campagne	3 634 150 000	5 305 000 000
· Crédits ordinaires	6 496 223 454	6 916 709 473
• Comptes ordinaires débiteurs	3 943 373 761	5 854 580 933
• Affacturage		
Titres de placement	799 300 000	1 435 700 000
Immobilisations financières	37 461 310	59 371 310
Crédit-bail et opérations assimilées		

Immobilisations incorporelles	103 055 539	63 193 482
Immobilisations corporelles	800 094 696	1 143 445 311
Actionnaires et associés		
Autres actifs	724 681 058	522 606 247
Comptes d'ordre et divers	231 538 977	195 620 278
Total de l'actif	22 623 300 651	34 743 761 753

Hors Bilan	Exercice 2000	Exercice 2001
Engagements donnés	4 272 503 818	4 577 646 802
• Engagements de financement	524 329 650	405 743 365
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	524 329 650	405 743 365
• Engagements de garantie	3 748 174 168	4 171 903 437
· D'ordre d'établissements de crédit	65 000 000	
· D'ordre de la clientèle	3 683 174 168	4 171 903 437
• Engagements sur titres		

Passif

Passif	Exercice 2000	Exercice 2001
Dettes interbancaires	5 484 139 514	6 402 072 708
• A vue	784 139 514	399 976 938
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	784 139 514	399 976 938
• A terme	4 700 000 000	6 002 095 770

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2001

Dettes à l'égard de la clientèle	14 840 217 916	25 359 245 734
• Comptes d'épargne à vue	1 061 761 909	1 830 480 950
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	6 858 209 424	12 192 881 722
• Autres dettes à terme	6 920 246 583	11 335 883 062
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	385 026 534	586 705 863
Comptes d'ordre et divers	568 239 114	417 564 665
Ecart d'acquisition		
Provisions pour risques et charges		
Provisions réglementées		
Fonds affectés	350 000 000	379 766 031
Fonds pour risques bancaires généraux		218 155 912
Capital ou dotation	1 250 000 000	1 250 000 000
Primes liées au capital		
Réserves		
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	-409 517 710	-254 322 427
Résultat de l'exercice	155 195 283	384 573 267
Total du passif	22 623 300 651	34 743 761 753

Hors bilan	Exercice 2000	Exercice 2001
Engagements reçus	499 400 000	4 167 099 41

• Engagements de financement		
· Reçus d'établissements de crédit		
• Engagements de garantie	499 400 000	4 167 099 417
· Reçus d'établissements de crédit		
· Reçus de la clientèle	499 400 000	4 167 099 417
• Engagements sur titres		

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et charges assimilées	641 524 451	966 213 574
• Sur dettes interbancaires	299 857 065	370 899 035
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	341 667 386	595 314 539
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	63 880 246	63 879 983
Commissions		
Charges sur opérations financières	5 721 059	
• Charges sur titres de placement		
• Charges sur opérations de change	5 721 059	
• Charges sur opérations hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire		
Frais généraux d'exploitation	829 224 853	1 143 221 834
• Frais de personnel	278 886 809	348 094 450
• Autres frais généraux	550 338 044	795 127 384
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	170 392 927	202 101 511
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	191 874 190	414 954 096
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		218 155 912

Charges exceptionnelles	766 680	3 235 059
Pertes sur exercices antérieurs	85	1 907 889
Impôts sur les bénéfices	12 819 272	189 470 681
Bénéfice	155 195 283	384 573 267
Total des charges	2 071 399 046	3 587 713 806

Produits

Produits	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et produits assimilés	1 535 350 586	2 515 797 019
• Sur créances interbancaires	97 686 872	174 496 303
• Sur créances sur la clientèle	1 437 663 714	2 341 300 716
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	42 839 876	62 802 375
Produits sur opérations financières	253 646 265	311 611 939
• Produits sur titres de placement	76 578 979	50 824 266
• Dividendes et produits assimilés		
• Produits sur opérations de change	87 877 711	101 796 407
• Produits sur opérations de hors bilan	89 189 575	158 991 266
Produits divers d'exploitation bancaire	228 472 017	379 247 023
Produits généraux d'exploitation		
Reprise d'amortissements et de provisions sur immobilisations		3 052 043
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	8 852 123	313 632 560

Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	1 970 541	77 643
Produits sur exercices antérieurs	267 638	1 493 204
Pertes		
Total des produits	2 071 399 046	3 587 713 806

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et produits assimilés	1 535 350 586	2 510 698 019
• Sur créances interbancaires	97 686 872	169 397 303
• Sur créances sur la clientèle	1 437 663 714	2 341 300 716
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-641 524 451	-961 788 614
• Sur dettes interbancaires	-299 857 065	-366 474 075
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	-341 667 386	-595 314 539
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	-63 880 246	-63 879 983
Marge d'intérêt	829 945 889	1 485 029 422
Produits de commissions	42 839 876	67 901 375
Charges de commissions		-4 424 960
Résultat net des commissions	42 839 876	63 476 415
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	76 578 979	50 824 266

• Dividendes et opérations assimilées		
• Opérations de change	82 156 652	101 796 407
• Opérations de hors bilan	89 189 575	158 991 266
Résultat net opérations financières	247 925 206	311 611 939
Autres produits d'exploitation bancaire	228 472 017	379 247 023
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	-829 224 853	-1 143 221 834
• Frais de personnel	-278 886 809	-348 094 450
• Autres frais généraux	-550 338 044	-795 127 384
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-170 392 927	-202 101 511
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations		3 052 043
Résultat brut d'exploitation	349 565 208	897 093 497
Résultat net des corrections de valeur	-183 022 067	-101 321 536
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		-218 155 912
Résultat courant (avant impôt)	166 543 141	577 616 049
Résultat exceptionnel	1 203 861	-3 157 416
Résultat sur exercices antérieurs	267 553	-414 685
Impôts sur les bénéfices	-12 819 272	-189 470 681
Résultat net de l'exercice	155 195 283	384 573 267

Résolutions

Assemblée Générale Ordinaire du 6 avril 2002

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2001, les approuve dans toutes leurs parties et approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans les rapports.

Cet exercice 2001 se solde donc par un bénéfice de 384 573 267 FCFA, après une dotation aux amortissements de 202 101 511 FCFA, une dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux de 218 155 912 FCFA et un impôt sur les bénéfices de 189 470 681 FCFA.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par la loi 023/96/ADP du 11 juillet 1996 et par la loi bancaire du 2 mai 1996, approuve sans réserve ledit Rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2001. Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours de ce même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Bénéfice net de l'exercice	384 573 267
Report à nouveau antérieur	- 254 322 427
Total à répartir	130 250 840
Réserves légale (15%)	19 537 626
Dividendes	87 500 000

Report à nouveau	23 213 214
Total réparti	130 250 840

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que, après règlement à l'Etat de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 25% sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 525 FCFA par action de 10.000 FCFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera aux guichets de la Banque à compter du 02 mai 2002 par estampillage du coupon n° 1 du certificat d'action remis à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, ratifie la nomination de Madame Rosette NACRO, approuvée par le Conseil d'Administration durant sa séance du 10 septembre 2001, en tant que Commissaire aux Comptes suppléant.

En concordance avec celui des deux Commissaires aux Comptes titulaires, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale des Actionnaires, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice de l'an 2005.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2001 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en FCFA aux cours de change du 31/12/2001, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en FCFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc..., n'a pas subi de modification. Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part, les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Toutes les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées selon les recommandations de la Banque Centrale relatives à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

Frais d'établissement	20%
Constructions	5%
Matériel de transport	25%
Aménagements-installations	10%
Mobilier et matériel de bureau, outillage (selon nature)	10-25%
Matériel informatique	33 1/3%

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Echéance	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	4 039	5 484	10 155	403
De 1 mois à 3 mois			2	
De 3 mois à 6 mois				6 000
De 6 mois à 2 ans			430	
De 2 ans à 5 ans			424	
Plus de 5 ans				
Total	4 039	5 484	11 011	6 403

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

En millions de F CFA

Echéance	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	7 538	11 177	7 919	18 570
De 1 mois à 3 mois	311	512	39	65
De 3 mois à 6 mois	96	578	105	1 851
De 6 mois à 2 ans	4 269	2 085	6 076	1 219
De 2 ans à 5 ans	2 924	488	4 715	3 654
Plus de 5 ans			24	
Créances en souffrance	153		289	
Total	15 291	14 840	19 167	25 359

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	2 333	2 842	3 927	4 226
Entreprises privées	6 653	8 399	8 980	16 194
Sociétés d'état et établissements publics	6 305	2 299	6 260	2 772
Etat et organismes assimilés		1 300		2 167
Total	15 291	14 840	19 167	25 359

* En millions de FCFA

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2000*	Au 31/12/2001*
Créances douteuses	383	564
Provisions pour dépréciation	-230	-324
Créances douteuses nettes	153	240

2.3 Immobilisations financières

Participation	Montant	Participation*	Capital*	Part BOA
	Brut	Net		%
Dans les banques et établissements financiers				
• ACTIBOURSE S.A.	22	20	300	6,67
Sous total	22	20	300	6,67
Dans les autres sociétés				
• AISSA	7	7	28	25,00
Sous total	7	7	28	25,00
Total participations	29	27		

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2000*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2001*
Immobilisations brutes	202	5	7	200
Amortissements cumulés	-99	-48	-10	-137
Total net	103	-43	-3	63

* En millions de FCFA

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2000*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2001*
Immobilisations brutes	1 034	500	6	1 528
• Immobilisations en cours	3	295		298
• Immobilisations d'exploitation	1 016	202	4	1 214
• Immobilisations hors exploitation	15	3	2	16
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Amortissements	-234	-153	-3	-384
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	-226	-151	-3	-374
• Immobilisations hors exploitation	-8	-2		-10
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	800	347	3	1 144

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2000*	2001*
Débiteurs divers	68	133
Valeurs non imputées		
Valeurs à l'encaissement	526	317
Valeurs à rejeter en compensation	79	36
Dépôts et cautionnement	30	
Stocks et emplois divers		
Créances rattachées	51	37
Total	754	523

2.6.2. Autres passifs

Nature	2000*	2001*
Dettes fiscales		
Dettes sociales		
Créditeurs divers	127	315
Dettes rattachées	229	272
Divers		
Total	356	587

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2000*	2001*
Charges comptabilisées d'avance	24	16
Produits à recevoir	195	163
Divers		15
Total	219	194

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2000*	2001*
Charges à payer	117	136
Produits perçus d'avance	38	23
Divers		258
Total	155	417

* En millions de FCFA

2.8 Provisions pour risques et charges

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2000*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2001*
F.R.B.G.			218	218
Primes liées au capital				
Réserves légales				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Capital social	1 250			1 250
Fonds affectés (prêts subordonnés)	350			350
Fonds bloqués d'actionnaires	30			30
Report à nouveau	-254			-254
Résultat 2001			385	385
Total	1 376		603	1 979

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation)

2000 (Solde)	
2001	218
Soit au 31/12/2001	218

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO s'élève à 1 250 millions de F CFA. Il est composé de 125 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F. La structure financière est la suivante :

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	39,8%
Autre BANK OF AFRICA	13,0%
Actionnaires BURKINABE	27,2%
Entreprises privées BURKINABE	12,0%
Particuliers BURKINABE	15,2%
Cauris investissement S.A.	10,0%
Société financière néerlandaise pour le développement (FMO)	9,6%
Autres	0,4%

3 Engagements hors bilan

Nature	2000*	2001*
Engagements donnés	4 272	4 578
• Engagements de financement - à la clientèle	524	406
• Engagements de garantie - à la clientèle	3 748	4 172
Engagements reçus	499	4 167
• Engagements de garantie - de la clientèle	499	4 167

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2000*	2001*
Sur créances interbancaires	75	170
• A vue	75	106
• A terme		64
Sur créances de la clientèle	1 437	2 342
• Créances commerciales	64	226
• Autres crédits à court terme	754	916
• Comptes ordinaires débiteurs	371	722
• Crédits à moyen terme	248	477
• Crédits à long terme		1
Total	1 512	2 512

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2000*	2001*
Sur dettes interbancaires	296	367
• A vue	15	23
• A terme	281	344
Sur dettes à l'égard de la clientèle	341	595
• A vue	24	5
• A terme	317	590
Total	637	962

* En millions de FCFA

4.3 Commissions

Nature	2000*	2001*
Commissions perçues (produits)	43	68
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	43	5
• Sur opérations avec la clientèle		63
Commissions versées (charges)	4	5
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	4	5
• Sur opérations avec la clientèle		

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2000*	2001*
Salaires et traitements	243	289
Charges sociales	36	59
Total	279	348

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2000*	2001*
Impôts, taxes et versements assimilés	6	11
Redevance de crédit bail	64	64
Loyers	31	37
Entretien et réparations	27	27
Primes d'assurance	14	27
Intermédiaires et honoraires	168	223

Publicité, publications et relations publiques	21	33
Déplacements missions et réceptions	44	44
Frais postaux et frais de télécommunications	85	108
Achats non stockés de matières et fournitures	107	173
Jetons de présence		
Moins values de cessions		
Autres frais généraux	46	79
Total	613	848

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2000*	2001*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	168	199
• Des immobilisations hors exploitation	3	3
Reprises		
Total	171	202

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2000*	2001*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	189	407
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Pertes sur créances irrécouvrables	3	8
Reprises de provisions sur créances en souffrance		

Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges		
Récuperations sur créances amorties		
Total	192	415

* En millions de FCFA

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2000	2001
Cadres expatriés	2	2
Cadres locaux		3
Gradés	11	8
Employés	33	43
Personnel non bancaire	4	7
Personnel temporaire		
Total	50	63

5.2 Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2000*	2001*
Actif		
Opérations de trésorerie		
• Billets et monnaies	598	1 147
• Correspondants bancaires	4 039	11 010
Valeurs à l'encaissement et divers		

Passif		
Opérations de trésorerie		
• Correspondants bancaires	784	401
• Refinancements	4 700	6 000
• Autres sommes dues		2
Opérations avec la clientèle		
• Comptes ordinaires	14 840	25 359

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2001

Nature	2001
Bénéfice de l'exercice 2001	384 573 267
Report à nouveau de l'exercice 2000	-254 322 427
Total à répartir	130 250 840
Réserve légale (15%)	19 537 626
Dividende	87 500 000
Nouveau report à nouveau	23 213 214
Total réparti	130 250 840

6 Résultats des quatre derniers exercices

Nature	1998	1999	2000	2001
Capital en fin d'exercice				
• Capital social*	1 250	1 250	1 250	1 250
• Nombre des actions ordinaires existantes	125 000	125 000	125 000	125 000
Opérations et résultats de l'exercice*				

• Chiffre d'affaires	175	1 081	2 071	3 588
• Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions		15	528	1 183
• Impôt sur les bénéfices			13	189
• Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	-247	-163	155	385
Résultat par action (en milliers de F CFA)				
• Après impôts, avant amortissements et provisions			4 068	7 225
• Après impôts, amortissements et provisions			1 242	3 077
Personnel				
• Effectifs moyens des salariés pendant l'exercice	36	43	50	63
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	130	224	279	348
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*				

* En millions de FCFA